

# INFOS Hebdo

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERVIN

## MONDE

**Yes he did it.** Barack OBAMA a déjoué les sondages frileux. Il a largement été réélu pour un 2<sup>e</sup> mandat à la Maison Blanche. Le président sortant remporte 25 États et le District de Columbia, contre 24 pour Mitt ROMNEY. Il est également vainqueur en nombre de voix. Hormis l'Indiana et la Caroline du Nord qui basculent dans le camp démocrate par rapport à 2008, la carte électorale des États n'a pas bougé. Les jeunes (59% des 18-29 ans), les femmes (à 56%) et 71% des électeurs hispaniques ont voté pour OBAMA.

**Coopération avec les Républicains.** OBAMA a promis de coopérer avec les représentants démocrates et républicains pour réduire le déficit budgétaire, améliorer la fiscalité et réformer la législation sur l'immigration. Il s'est en outre engagé à réduire la dépendance aux importations d'hydrocarbures. Les Républicains conservent leur majorité à la Chambre des Représentants (240 sièges sur les 435 contre 190 aux démocrates et 5 sièges vacants actuellement). En revanche, au Sénat, ce sont les Démocrates qui ont la majorité. 55 voix, en comptant les deux indépendants, sur les 100 sièges que compte la Chambre haute.

**4 more years.** Le président Barack OBAMA a rappelé auprès des dirigeants tant démocrates que républicains du Congrès américain sa volonté de travailler ensemble pour limiter les déficits et réduire les impôts. Persuadé que le peuple américain a envoyé un message lors des élections, le président a réitéré son engagement pour trouver des solutions bipartisanes, afin de « *réduire le déficit de manière équilibrée, baisser les impôts pour les familles des classes moyennes et pour les petites entreprises ainsi que de créer des emplois* ». Les présidents du Sénat et de la Chambre, Harry REID et John BOEHNER, ont entamé de timides discussions destinées à contourner le « *mur budgétaire* » qui risque de plonger le pays dans la récession à la fin de l'année.

**Chine : le Congrès.** En ouvrant officiellement le XVIII<sup>e</sup> congrès du PCC, le président sortant, HU Jintao, a vivement dénoncé la corruption comme une menace qui pourrait compromettre l'existence de l'État et celle du Parti communiste chinois. HU a vanté les mérites de réformes politiques mais n'a proposé aucun changement significatif et a exclu d'embrasser le modèle occidental de gouvernement. C'est le vice-président, XI Jinping, 59 ans, qui doit lui succéder à la tête du Parti communiste et de l'État.

**François HOLLANDE grand voyageur.** 1<sup>ère</sup> escale à Beyrouth. Il a réaffirmé le soutien de la France au Liban : « *La France ne ménagera aucun effort pour garantir au Liban son indépendance, son unité et sa sécurité* », et elle est déterminée « *à s'opposer de toutes ses forces à toutes les tentatives de déstabilisation* ».

**En Arabie saoudite** ensuite, où dans un entretien avec le roi Abdallah, il a abordé la paix au Proche-Orient, le nucléaire iranien, la crise syrienne ainsi que la coopération entre les deux pays. Paris et Ryad « *sont d'accord* » pour durcir les sanctions imposées à l'Iran, afin de « *l'empêcher d'aller plus avant* » dans son programme nucléaire. Hommage à Ryad pour sa politique sur le marché pétrolier international. « *Je salue l'attitude de l'Arabie saoudite qui augmente ses quotas de production (Opep), ce qui permet aux prix d'être maîtrisés* », a-t-il déclaré.

**Enfin au Laos** où il a participé au 9<sup>e</sup> sommet UE-Asie (Asem), avec les représentants d'une cinquantaine de pays européens et asiatiques. Objectif de ce déplacement : « *Convaincre dans le dialogue Europe-Asie que l'Europe est encore une puissance économique* ». M. HOLLANDE a eu des entretiens bilatéraux, en particulier avec le Premier ministre chinois, WEN Jiabao.

**Lakhdar BRAHIMI pour un gouvernement de transition en Syrie.** Le médiateur international a appelé les grandes puissances mondiales à présenter au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution en ce sens, sur la base de l'accord dégagé en juin à Genève. Pour le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï LAVROV, une résolution est inutile car elle conduirait à plus d'instabilité en Syrie en créant les conditions d'une disparition du gouvernement syrien. « *Ce serait la recette idéale pour poursuivre le bain de sang* ».

**POUTINE limoge son ministre de la défense.** Anatoli SERDIOUKOV, a été remplacé par Sergueï CHOÏGOU, ancien ministre des situations d'urgence. Le nom de SERDIOUKOV avait été cité dans une affaire de ventes présumées frauduleuses de biens militaires. Les enquêteurs ont déclaré que trois milliards de roubles (74 millions d'euros) avaient été détournés.

## EUROPE

**Le Parlement grec vote à une courte majorité.** Sous la pression de la rue. La coalition au pouvoir ne dispose pas d'une large majorité. Il fallait 151 voix pour adopter un nouveau plan d'austérité nécessaire à l'obtention d'une nouvelle tranche d'aide internationale. Les 13,5 milliards d'économies votés doivent permettre un versement de 31,5 milliards par l'UE et le FMI. La majorité de ces fonds doit servir à la stabilisation des banques.

**Exilés fiscaux grecs en France...** Paris va transmettre pour la 2<sup>e</sup> fois à Athènes les noms d'exilés fiscaux grecs en Suisse figurant sur une liste qu'elle a en sa possession, en réponse à une demande du gouvernement grec qui assure l'avoir perdue.

**Pas assez d'électricité cet hiver ?** La sécurité de l'approvisionnement électrique en Europe s'est dégradée depuis l'hiver dernier, faisant craindre des tensions sur le réseau européen en cas de fortes vagues de froid. Annonce du réseau de transport français d'électricité RTE. Les risques de coupures d'électricité seront modérés en France mais en Europe, où les pays sont dépendants des échanges, la situation est plus tendue notamment en Belgique, souligne RTE.

**Paris optimiste.** La France maintient sa prévision de croissance à 0,8% l'an prochain, le double de celle de la Commission européenne. En marge des Journées de l'économie de Lyon, le ministre de l'Économie, Pierre MOSCOVICI, a souligné que la Commission n'avait pas pris en compte le plan pour la compétitivité annoncé par le gouvernement. Il s'est également dit plus confiant sur la conjoncture européenne.

## AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

**8 ans après sa mort, Yasser ARAFAT sera exhumé.** Des experts suisses de médecine médico-légale devraient y procéder le 26 novembre, dans le cadre d'une enquête pour déterminer les circonstances exactes de son décès. Souha ARAFAT a dit croire à la thèse d'un empoisonnement de son mari et demandé l'exhumation du corps afin que des prélèvements puissent être effectués. On cherche d'éventuelles traces de polonium. L'Institut de radiophysique de Lausanne (Suisse) avait annoncé la découverte d'une quantité anormale de polonium sur les effets personnels remis par sa veuve.

**Chère défense.** 7,6 milliards de dollars. C'est la somme engagée par le Qatar et les Émirats pour acheter du matériel à l'américain Lockheed. Annonce du Pentagone. Ces commandes portent sur des radars, des armes, des systèmes d'interception et équiperont ces deux alliés de Washington dans le voisinage de l'Iran.

**La neige tombe après Sandy.** La 1<sup>ère</sup> tempête de neige de l'hiver est tombée sur la région de New York, alors que des centaines de milliers de personnes restent privées d'électricité.

**Guatemala.** Un tremblement de terre sous-marin de magnitude 7,4 a secoué la côte Pacifique du pays d'Amérique centrale. Bilan : au moins 39 morts. Les secousses ont été ressenties jusqu'au Mexique et au Salvador.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**SNCF, c'est possible... depuis l'étranger aussi.** C'est l'assurance qu'a obtenu Richard YUNG, sénateur PS des Français de l'étranger, de la directrice générale de la SNCF. Des anomalies empêchaient une utilisation du site Internet depuis certains pays. L'ensemble du monde devrait pouvoir acheter un billet de TGV (ou autre !) sans rencontrer de problème, d'ici la fin de l'automne.

**Assemblée des Français de l'étranger.** Le Bureau est convoqué les 14 et 15 décembre prochain. Il assure la continuité des travaux de l'Assemblée dans l'intervalle des sessions. À noter par ailleurs la question écrite déposée par Christian COINTAT, sénateur UMP des Français de l'étranger, relative au respect des textes réglementaires encadrant l'exercice du mandat de conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger. La question du parlementaire, adressée au ministre des Affaires étrangères, sera disponible en ligne en fin de semaine, sur le site du Sénat.

**ITINERA.** Inauguré le 8 octobre dernier par la ministre déléguée chargée des Français de l'étranger, Hélène CONWAY-MOURET, ce dispositif mobile pour le recueil des demandes de passeport à l'étranger sera bientôt à disposition dans la majorité des ambassades et consulats. Première phase « *pilote* » déjà en vigueur pour :

Londres, Bruxelles, Pékin, Canton, New-York, Montréal, San Francisco, Brasilia, Dakar Sydney, Tananarive.

Si le bon fonctionnement est confirmé, la phase finale verra le déploiement de l'ensemble du dispositif (150 machines) à partir de février prochain.

En 2011, 192.070 passeports ont été délivrés à l'étranger. ITINERA évitera aux demandeurs de se déplacer deux fois, parfois dans de longs et coûteux voyages.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**La potion magique de Louis GALLOIS pour l'économie française.** L'ancien patron d'EADS a remis son rapport sur la compétitivité à Jean-Marc AYRAULT. Baisse du coût du travail de 30 milliards d'euros : - 20 milliards de cotisations patronales et - 10 milliards de cotisations salariales. Son financement : une réduction massive des dépenses publiques et une hausse modérée de la CSG, de la TVA et de la fiscalité écologique. A cela s'ajoutent 22 mesures « hors coût ». Ce rapport est vivement contesté par les syndicats et par certains élus socialistes. Louis GALLOIS a souligné que la « *reconquête industrielle* » prendra à la fois du « *temps, de la méthode et de la persévérance* », et qu'elle nécessitera un effort collectif. Il a considéré le dialogue social comme le véritable « *socle* » pour la compétitivité.

**AYRAULT répond.** Le Premier ministre a annoncé un « *pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi* ». Au menu : un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros pour les entreprises financé notamment par une hausse de la TVA et par des économies dans les collectivités locales. Cette mesure s'inscrit selon lui dans « *un plan cohérent, complet (...) qui provoque un signe fort* ». Le crédit d'impôt équivaut à 6% des cotisations sociales sur les salaires de 1 à 2,5 fois le SMIC. Le barème devrait toucher 85% des salariés.

**Hausse de la TVA : le retour.** Pour financer le crédit d'impôt, le gouvernement se risque à annoncer une hausse, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, pour un montant total de 7 milliards d'euros. Le taux normal passera de 19,6% à 20%, et le taux réduit de 7% à 10%. Le Premier ministre a également annoncé que le 2<sup>e</sup> taux réduit, qui touche des produits sensibles comme l'alimentation, baissera de 5,5% à 5%. La stabilisation du nombre de fonctionnaires ne serait pas remise en cause. La TVA passerait à 10% dans la restauration.

**Début du parcours parlementaire pour le texte instituant le mariage pour tous et l'adoption par des couples homosexuels.** Après son adoption par le Conseil des ministres, le projet de loi a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, qui doit l'examiner fin janvier. Pour le Président de la République, ce texte représente « *un progrès pas seulement pour quelques-uns mais pour toute la société* ». Il juge « *légitime* » un débat sur le sujet, mais François HOLLANDE le souhaite « *maitrisé* » et « *respectueux des opinions comme des croyances* ». Pour la porte-parole du gouvernement : « *ce texte prend résolument en compte l'intérêt supérieur de l'enfant* ». Christiane TAUBIRA a dit attendre le débat parlementaire pour se prononcer sur la question très controversée de la procréation médicalement assistée pour les couples de femmes.

**Les opposants.** Les autorités religieuses sont montées au créneau. Le cardinal André VINGT-TROIS a qualifié le projet de « *supercherie* ». Pour le Grand Rabbin de France, Gilles BERNHEIM, il s'agit d'un slogan, car « *on ne peut pas donner droit au mariage à tous ceux qui s'aiment* ». L'opposition de droite s'est aussi emparée du sujet. Une centaine de parlementaires, majoritairement UMP, se sont réunis dans un collectif : l'Entente parlementaire. Après s'être prononcé pour l'organisation d'un référendum sur la question du mariage gay et de l'homoparentalité, ils demandent la tenue d'un grand débat national « *sous forme d'états généraux* », selon Christian JACOB, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale.

**Le mauvais calcul de FILLON.** François FILLON a annulé une réunion publique prévue à Montluçon, dans le cadre de sa campagne pour la présidence de l'UMP. Il est hospitalisé à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à cause d'un calcul rénal. Il devait reprendre sa campagne pour la présidence de l'UMP « *dès ce week-end* ». L'ancien Premier ministre s'était cassé la cheville en juillet dans un accident de scooter.

**Présidence de l'UMP : les barons contre les militants ?** La porte-parole de Jean-François COPÉ a dénoncé le « *fossé creusé entre un certain nombre de barons qui entourent François FILLON, et l'aspiration des militants de l'UMP* ». M. COPÉ promet quant à lui une « *très grosse surprise* » pour le résultat de l'élection, se disant « *persuadé* » que sa ligne d'une « *droite décomplexée* » l'emportera.

**Nicolas SARKOZY chez le juge.** L'ancien Président devait être entendu la semaine prochaine dans le cadre de l'affaire BETTENCOURT par le juge Jean-Michel GENTIL, en charge du dossier. Nicolas SARKOZY doit répondre en qualité de témoin. Les enquêteurs cherchent à savoir si Liliane BETTENCOURT a contribué au financement de sa campagne en 2007.

**Martine AUBRY mise en examen.** Pour « *homicides et blessures involontaires* », dans l'affaire de l'amiante. Les faits remontent à 25 ans. Le juge d'instruction reproche à l'ancienne ministre de ne pas avoir encouragé une interdiction du produit plus tôt. « *La justice fait fausse route en s'attaquant à ceux qui ont protégé les salariés et non à ceux qui les ont exposés* », a déclaré la Maire de Lille, qui était haut fonctionnaire au Ministère du Travail au début des années 80. La demande d'annulation de la mise en examen a formellement été déposée auprès de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris.

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**Défense, Sécurité. Adoption des crédits pour 2013.** 31,4 milliards d'euros, stables par rapport à 2012, dans l'attente du nouveau Livre blanc. La gauche a voté pour, l'UMP contre, les centristes présents se sont abstenus. Concernant la mission sécurité, publique et civile, qui a reçu le soutien de la majorité, l'UMP, l'a jugée emprunt de « *continuité* » et ne l'a pas votée.

### Sénat

**La fronde des élus communistes.** Les sénateurs ont confirmé leur vote en commission : ils ont rejeté en séance le texte du gouvernement sur la loi de programmation budgétaire. Avec les votes de l'UMP et du Centre. La majorité socialiste est trop courte : seulement de 6 voix à la Haute assemblée. Les élus frondeurs menacent désormais de ne pas voter le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. 54 amendements ont été adoptés, mais le gouvernement n'a pour l'instant, rien lâché aux communistes. Ils devaient être reçus par le Premier ministre.

**Le PS voit rouge.** Bruno LE ROUX, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, constate que les communistes « *ne sont pas dans la majorité gouvernementale. Ils votent avec nous sur un certain nombre de textes à l'Assemblée, mais c'est grave de ne pas voter le budget* ». Le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre MOSCOVICI, a déploré de son côté que la majorité sénatoriale n'ait pas été « *plus soudée* » pour éviter le rejet du projet de programmation budgétaire, un texte « *de gauche* » qui « *prépare l'avenir* » selon lui. Le ministre du Travail, Michel SAPIN, a souligné que la majorité du Sénat était « *instable* » et que le gouvernement n'y disposait pas « *de majorité automatique* », ajoutant : « *Ce qui compte, c'est qu'il y a une très forte majorité à l'Assemblée nationale pour adopter les textes.* »

**Amendement « Nutella ».** Adoption par la commission des Affaires sociales d'un amendement qui augmente la taxe sur l'huile de palme qui entre en particulier dans la composition de ce produit. L'objectif est d'inciter l'industrie agroalimentaire à lui substituer des composants moins nocifs. La France consomme en moyenne 2 kg d'huile de palme par personne.

## ÉCONOMIE & DÉFENSE

**3 millions d'iPad mini et d'iPad quatrième génération vendus en 3 jours.** Ces deux nouveaux produits, qui avaient été dévoilés le 23 octobre, sont commercialisés dans 34 pays, dont les États-Unis et la France. Pour le moment, seule la version Wifi de l'iPad mini et du nouvel iPad sont vendues, les versions WiFi + 3G (ou 4G selon les pays) seront mises en vente dans « *quelques semaines* », précise la marque.

**Le crocodile dans le lac Léman.** La célèbre marque française de vêtements de sports, connue sur tous les courts de tennis du monde, devient suisse. Après un désaccord familial entre le fils et la petite-fille du fondateur, le joueur de tennis René LACOSTE, la société a été rachetée par Maus société suisse. Mme LACOSTE DOURNEL va vendre avec ses alliés 28% du capital de la griffe à Maus. Son père Michel LACOSTE, qui l'avait précédée à la tête de l'entreprise, a dit qu'il vendait avec d'autres actionnaires 30,3% du capital à Maus, déjà actionnaire à hauteur de 35%. La transaction porte sur plus d'un milliard d'euros.

**Plus de SUZUKI aux États-Unis.** Le constructeur japonais arrête ses ventes. Peu de rentabilité à cause du yen fort et des difficultés à écouler de petits véhicules sur le marché américain. De son côté, Yamaha Motor a annoncé un repli de 64,2% de son bénéfice net à l'issue des 9 premiers mois de 2012. En cause : une baisse de son chiffre d'affaires, en partie due à la hausse du yen.

**Class action à la française.** Une consultation publique est ouverte jusqu'au 30 novembre sur l'action de groupe. Cette procédure « *permettrait à un grand nombre de consommateurs lésés par un même opérateur économique de mener une action collective en justice pour obtenir réparation du préjudice subi* », selon Benoît HAMON, ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire. Le projet de loi sera soumis au Parlement au printemps 2013.

**Encore le Qatar.** Ce pays, dont les investissements en France font polémique, étudie la possibilité d'injecter 10 milliards d'euros supplémentaires dans de grandes entreprises de l'Hexagone. Selon l'ambassadeur du Qatar en France, il s'agit de « *monter des projets ensemble ou faire des partenariats dans des pays tiers* ». Mais « *ce n'est pas finalisé* ». Un accord doit par ailleurs intervenir d'ici la fin de l'année pour les PME, d'un montant de 300 millions d'euros.

**Le Rafale « pas tabou ».** La vente de 36 avions de combat au Brésil, pour laquelle la France est en lice, n'est pas tranchée. Brasilia a repoussé à 2013 toute décision sur ce contrat. Le ministre de la Défense brésilien s'exprimait à l'occasion de la visite de son homologue français, Jean-Yves LE DRIAN.

## SANTÉ & SOCIÉTÉ

**Sport-santé sur ordonnance.** Une expérimentation d'une année lancée à Strasbourg. Une cinquantaine de médecins ont accepté de prescrire une activité sportive à leurs patients souffrant, entre autres, de maladies chroniques, comme le diabète, l'obésité ou des troubles cardiovasculaires. L'ordonnance permet de s'inscrire gratuitement aux activités proposées. La ville met ainsi 200 vélos à disposition, et propose des activités comme la natation, l'aviron ou encore la marche nordique. Coût de cette opération : 129.000 euros, pris en charge par la ville.

**Marriez-vous.** Conseil de Carla BRUNI-SARKOZY à Valérie TRIERWEILER. « *Je crois que sa situation est un peu floue et que le flou n'est pas conseillé à ce niveau de l'État* ». Déclaration dans un entretien au magazine Elle.

« *En épousant François HOLLANDE, elle pourrait mettre un terme au « flou » qui entoure sa situation* ». Dans cette longue interview, Carla BRUNI-SARKOZY juge « *improbable* » un retour en politique de son mari.

**Helmut, le mammoth français.** Découverte exceptionnelle en France. Le squelette pratiquement complet d'un mammoth, qui aurait vécu entre 200.000 et 50.000 ans avant notre ère, a été mis au jour à Changis-sur-Marne. Les ossements de taille impressionnante ont été découverts à l'occasion de la fouille d'un site gallo-romain par l'Institut de recherches archéologiques préventives. Deux éclats de silex ont été découverts près du crâne, suggérant un contact entre le mammoth et l'homme de Neandertal...

## CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

**Le Goncourt 2012 à Jérôme FERRARI** pour « Le sermon sur la chute de Rome » aux éditions Actes Sud. Jérôme Ferrari est actuellement professeur de philosophie au lycée français d'Abou Dhabi. Le Renaudot a été décerné à Scholastique MUKASONGA, pour « Notre Dame du Nil » (Gallimard).

**Chère improvisation.** « *Studie fur improvisation 8* », une peinture de Vassily KANDINSKY, a été achetée au prix record de 23 millions de dollars, lors d'une vente aux enchères à New York. Les « *Nymphéas* » de MONET, une huile estimée entre 30 et 50 millions de dollars, a été adjugée 43,76 millions de dollars.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projets de loi.** Mariage des couples de même sexe. Le texte permet « *la célébration d'un mariage entre deux personnes de même sexe résidant en France et la reconnaissance en France des mariages entre deux personnes du même sexe célébrés à l'étranger avant l'entrée en vigueur de la loi* ». « *Le projet de loi ne modifie pas le régime juridique actuel du mariage ou de la filiation adoptive : il ouvre l'institution du mariage avec ses droits et devoirs aux personnes de même sexe.* » Certaines adaptations du droit actuel sont néanmoins prévues.

## CARNET – NOMINATIONS

**Jean-Yves BERTHAULT**, ancien consul général à Tanger et Karachi, pourrait être nommé ambassadeur à Brunei.

**Jean FELIX-PAGANON**, représentant spécial pour le Sahel, a été nommé conseiller diplomatique du gouvernement.

**Jean-Christophe BELLARD**, ambassadeur à Madagascar, pourrait être nommé directeur d'Afrique et de l'océan Indien au ministère des Affaires étrangères.

**Mireille BALLESTRAZZI**, n°2 de la Police judiciaire, devrait être élue présidente d'Interpol.

**Augustin de ROMATET** se verra prochainement confier la présidence-direction générale d'Aéroport de Paris.

**Jacques RAPOPORT**, directeur général de La Poste Grand Public, nommé membre du conseil d'administration de Réseau ferré de France, dont il devrait se voir confier la présidence.

**Armand JUNG**, député PS du Bas-Rhin, devrait se voir confier la présidence du Conseil national de la sécurité routière.

**Jean ROATTA**, député européen, élu vice-président de la commission des droits de l'Homme du Parlement européen.

**Jean-Pierre GESSON**, président du conseil d'orientation de l'établissement public Campus France.

**Yannick IMBERT**, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Le bâtonnier **Jean-Marie BURGUBURU**, élu président de l'Union internationale des avocats.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87  
[r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)